

Les sociétés anglaise, espagnole et française au XVII^e siècle

Bennassar – 979-10-231-2180-3



PUPS

LES SOCIÉTÉS ANGLAISE, ESPAGNOLE
ET FRANÇAISE AU XVII^e SIÈCLE

**BULLETIN DE L'ASSOCIATION DES HISTORIENS MODERNISTES
DES UNIVERSITÉS FRANÇAISES (AHMUF)**

Les sociétés anglaise, espagnole
et française au XVII^e siècle



Les PUPS, désormais SUP, sont un service général
de la faculté des Lettres de Sorbonne Université.

© Presses de l'Université Paris-Sorbonne, 2007

© Sorbonne Université Presses, 2022

ISBN papier : 978-2-84050-490-1

PDF complet – 979-10-231-2175-9

TIRÉS À PART EN PDF :

Préface – 979-10-231-2176-6

Brumont – 979-10-231-2177-3

Jettot – 979-10-231-2178-0

Coste – 979-10-231-2179-7

Bennassar – 979-10-231-2180-3

Guillaume-Alonso – 979-10-231-2181-0

Mazouer – 979-10-231-2182-7

Gutton – 979-10-231-2183-4

Maquette et réalisation : Compo-Méca s.a.r.l. (Mouguerre)

d'après le graphisme de Patrick Van Dieren

Adaptation numérique : Emmanuel Marc Dubois/3dzs

SUP

Maison de la Recherche

Sorbonne Université

28, rue Serpente

75006 Paris

Tél. (33) 01 53 10 57 60

sup@sorbonne-universite.fr

sup.sorbonne-universite.fr

LES ÉLITES EN ESPAGNE AU XVII^e SIÈCLE (noblesse, clergé et villes)

Bartolomé Bennassar

Université Toulouse-Le Mirail (Toulouse II)

Le traitement d'un tel sujet exige deux observations préalables. Il faut savoir d'abord que les constituants de ces élites sont en Espagne proportionnellement plus nombreux qu'ils ne le sont dans la plupart des autres pays européens. Cela est avéré des noblesses (environ 10 %, contre quelque 2 à 3 % en Russie, 1 à 2 % en France, 1 % en Angleterre, 0,5 % en Suède). Seul exemple contraire, la Pologne avec environ 15 % de nobles. Le clergé (ensemble des séculiers et réguliers) est également très nombreux en Espagne, plus de 91 000 lors du recensement de 1591, selon les calculs du CSIC, et quelque 110 à 120 000 vers 1640, soit environ 1,4 à 1,5 % de la population, pourcentage retenu par Jean-Pierre Dedieu (*L'Espagne de 1492 à 1808*, éd. Belin). Ces pourcentages élevés, en augmentation au XVII^e siècle selon l'avis général, avaient, bien entendu, des effets sur la vie du pays. Les séculiers se comptaient à quelque 40 à 42 000 et les réguliers un peu plus de 50 000 avec une égalité remarquable entre hommes et femmes.

D'autre part, et il s'agit là d'un truisme, il ne saurait être question de considérer la situation et le rôle des élites de façon statique et d'en donner une description qui vaudrait pour l'ensemble du siècle. On doit envisager la question de manière dynamique. Cette obligation, qui concerne évidemment tous les pays, présente dans le cas de l'Espagne une difficulté supplémentaire : alors que le pays est encore en 1620 ou 1630 même une puissance majeure, la décadence est si marquée au cours des décennies suivantes (au moins de 1630 à 1680, dates rondes) qu'elle impose, au plan thématique ou régional, quelques analyses plus fines...

J'opterai pour un plan d'une grande simplicité. Soit, en premier lieu, une présentation des élites au temps de la splendeur, du Siècle d'Or finissant et qui vaut pour le premier tiers du siècle. On envisagera ensuite la transformation des élites sociales et de leur rôle au temps de la Décadence. Celle-ci, qui s'accompagne d'un effacement des villes, naguère moteurs de croissance, correspond d'ailleurs à une confiscation des pouvoirs par l'aristocratie et au déclin de l'institution monarchique qui ne joue plus le rôle d'arbitre.

Je précise que je m'inspirerai souvent du remarquable ouvrage d'Alberto Marcos Martín, *España en los Siglos XVI, XVII y XVIII. Economía y Sociedad*, éd. Caja Duero. Critica, Barcelona, 2000. Mais, bien entendu, j'emprunterai beaucoup d'exemples à d'autres travaux.

NOBLESSE ET CLERGÉ EN ESPAGNE AU DÉBUT DU XVII^e SIÈCLE

Je ne surprendrai personne en rappelant que la société espagnole de cette époque était une société d'*Ordres* (espagnol : *estamental*) et se pensait comme telle. Il s'agit d'une société d'origine féodale où les critères de différenciation sont la naissance, le sang, le privilège, qui déterminent un *status* particulier.

78 Bien entendu, l'un des privilèges est l'exemption fiscale, l'absence de *pechos* prélevés sur ces élites, ce qui explique la qualification de *pecheros* donnée à l'autre partie de la société... Cependant, l'exemption fiscale était beaucoup moins complète qu'il n'y paraît au premier abord. Nobles et Clergé contribuaient aux dépenses de l'État de diverses façons, les nobles par des *donativos* ou des prestations diverses, tandis que le Clergé transférait à la monarchie une partie de ses revenus (*tercias, servicio, excusado*).

De sorte qu'à bien considérer les réalités, l'essentiel du privilège de la noblesse et du clergé en matière économique, au moins dans leurs catégories supérieures, était celui qui fondait la permanence de leurs biens immeubles, exclus de la libre circulation des biens par un important appareil juridico-légal qui les rendait inaliénables : les lois sur les *majorats* (*mayorazgos*), qui avaient été codifiées à Toro en 1505 et les dispositions canoniques interdisant la vente des biens ecclésiastiques... Ces biens étaient donc en mainmorte et les nobles, par exemple, ne pouvaient vendre (aliéner) une partie de leur majorat qu'en obtenant une licence royale très difficilement accordée. La monarchie a eu recours à d'autres moyens que l'aliénation du patrimoine pour permettre à la noblesse d'alléger ses dettes... Ce système ne provoquait pas seulement une grande rigidité du marché de la terre. Il était un facteur de stabilité sociale car l'accès à l'usufruit de la terre par les contrats de fermage développait entre seigneur et fermier un lien de nature personnelle plus qu'une simple relation économique...

Ce lien était très souvent renforcé par l'exercice d'un autre privilège, né d'un transfert de compétence de la monarchie aux seigneurs, la juridiction, facteur de domination évident, de caractère à la fois politique et économique. Il est vrai que dans les dernières années du règne de Philippe II, quelque 60 % des habitants du royaume de Castille vivaient en régime de juridiction royale (*realengo*), contre 30 % en juridiction seigneuriale laïque (*señorio*) et 10 % environ en juridiction ecclésiastique (*abadengo*). Mais la situation était très différente selon les régions, la répartition était beaucoup plus favorable à la noblesse dans le

royaume d'Aragon ; enfin, la juridiction seigneuriale a nettement progressé au cours du XVII^e siècle. En Galice, par exemple, à la fin du XVII^e siècle, plus de 50 % des habitants vivent sous juridiction seigneuriale, un peu plus de 30 % sous juridiction ecclésiastique (celles de l'archevêché de Santiago et de l'évêché de Mondoñedo, des monastères de San Martin Pinario et Oseira surtout) et seulement 12 à 13 % en juridiction royale. Ce privilège de juridiction permettait aux seigneurs de nommer les officiers municipaux (*alcaldes*, c'est-à-dire maires ou juges, gardes chasse, gardes forestiers, majordomes des biens communaux, etc. ;) et de percevoir quelques taxes dites *regalias* (droits sur l'usage de moulins, fours, pressoirs, péages, etc.).

Un certain nombre de familles nobles bénéficiaient aussi de revenus aliénés par la monarchie. C'était souvent le cas des *tercias* (les 2/3 des dîmes qui, pendant la Reconquête avaient été accordées par le Pape au roi pour financer la guerre), et même parfois celui des dîmes, aux dépens des paroisses et de leurs curés.

Ce tableau initial a négligé deux aspects essentiels : d'abord, la grande inégalité qui caractérisait les catégories nobiliaires et le Clergé ; ensuite la répartition géographique, très contrastée, de la noblesse dans le royaume de Castille.

La noblesse espagnole comportait trois catégories très différentes : les titrés (*titulados*), soit les ducs, marquis et comtes, parmi lesquels ont été distingués les Grands d'Espagne, les *caballeros* dont plusieurs sont aussi membres des Ordres militaires (Santiago, Calatrava, Alcantara, Montesa), enfin les *hidalgos*, qui constituent la grande majorité de la noblesse, 90 % environ, et qui se répartissent eux-mêmes en plusieurs catégories : *hidalgos de solar conocido* (dont la noblesse est ancienne, indiscutable), *hidalgos notorios* (peu différents des précédents), *hidalgos de ejecutoria* (dont la noblesse est fondée par un document spécifique), enfin *hidalgos de privilegio* (dont la noblesse était due à une concession royale), les moins prestigieux.

Les titrés étaient peu nombreux au début du XVI^e siècle : un peu plus de 50 dont 20 étaient « Grands d'Espagne ». Ce nombre avait augmenté tout au long du XVI^e siècle, atteignant 134 en 1600 (pour seulement 100 grands seigneurs car certains cumulaient plusieurs titres. La création des titres continue : en 1616, le royaume de Castille comptait 152 titrés (dont 19 ducs, 65 marquis et 68 comtes) et le royaume d'Aragon une cinquantaine (avec une surreprésentation de familles comme les Requesens et les Cardona). Tous les ducs étaient « Grands » mais seuls quelques comtes et marquis avaient reçu cette distinction. Ainsi le comte de Benavente qui était « Grand d'Espagne » bénéficiait d'un prestige supérieur à tous les marquis qui ne l'étaient pas. On verra que, au cours du XVII^e siècle, sous Philippe IV et Charles II, a eu lieu une véritable inflation des titres. Phénomène qui n'est pas propre à l'Espagne et que l'on trouve notamment en Angleterre.

Les *caballeros*, qui constituent dans la plupart des villes importantes, l'essentiel du gouvernement municipal, et que l'on trouve en nombre parmi les fonctionnaires royaux (*corregidores*, membres des Audiences), formaient aussi le bataillon principal des Ordres militaires (d'où l'appellation de *caballeros de habito*), ce qui était source de prestige car l'attribution d'un habit était précédée par une enquête de *limpieza de sangre* qui garantissait ainsi la « pureté ethnique » de l'intéressé. Ce pouvait être aussi source de revenus si l'habit était accompagné d'une *encomienda*, jouissance de l'un des domaines des Ordres.

Dans le royaume d'Aragon, la catégorie inférieure de la noblesse est formée par les « citoyens (ou citadins) honorables » (*ciudadans honrats*), qui procédaient de la bourgeoisie et qui intègrent le patriciat grâce aux services rendus ou aux offices municipaux. Au cours du XVII^e siècle à Barcelone 584 personnes accédèrent au rang de *Ciudadan honrat*, dont une grande majorité par privilège royal. James Amelang a bien mis en valeur le cas de cette catégorie : 57 % des familles de Barcelone qu'il a étudiées au XVII^e siècle sont ensuite passées de la catégorie de *ciudadans honrats* à la noblesse, souvent par l'intermédiaire de la confrérie de *Sant Jordi*, institution aristocratique qui favorisa le passage effectué sans que de véritables tensions se développent entre vieille et nouvelle noblesses¹.

Il faut noter que dans le royaume d'Aragon les membres des magistratures urbaines, quel que soit leur nom, n'étaient pas nommés à vie. Ils se renouvelaient chaque année mais étaient choisis sur une liste limitée et remise à jour périodiquement (système de *l'insaculacio*). La part des nobles demeurait importante mais minoritaire (même en tenant compte de la reconnaissance par Philippe III de la noblesse des *ciudadans honrats*) et il s'agissait pour l'essentiel d'une noblesse moyenne.

À Barcelone, le Conseil des Cent (en fait 144), vivier du gouvernement municipal, défini en 1510, comptait 16 nobles, 32 *ciudadans honrats*, 32 marchands, 32 « artistes », 32 « menestrels ». Ces proportions se sont maintenues approximativement au XVII^e siècle. Les autres villes catalanes (Girona, Ripoll, Vic, Tortosa, etc.) avaient un système comparable². De même que Valence où le *Consell General* est comparable au *Consell de Cent* de Barcelone.

La haute noblesse espagnole (moins représentée dans le royaume d'Aragon) jouissait d'un quasi-monopole des charges publiques, des postes élevés de l'administration publique et de l'Armée ou de la Flotte ; les membres des Conseils de gouvernement, les vice-rois des Indes ou des États italiens (Naples, Sicile, Sardaigne), les Capitaines Généraux, les ambassadeurs, étaient presque toujours choisis dans la noblesse. D'autre part, les *hidalgos* participaient au

¹ James Amelang, *Honored Citizens of Barcelona, 1490-1714*, Princeton University Press, 1986.

² Pour le cas catalan voir, par exemple, Ricardo García Carcel, *Historia de Catalunya. Siglos XVI-XVII*, 2 vol., éd. Ariel, 1985. Notamment p. 341-353.

gouvernement des petites villes ou des municipes ruraux grâce au système de *la mitad de oficios* (la moitié des offices). De la sorte, quelle que soit l'importance des localités, la noblesse était présente, souvent en position dominante dans les gouvernements municipaux. Si nous prenons l'exemple de la ville de Tolède, au début du xvi^e siècle, ce gouvernement ou *Ayuntamiento* (le terme habituel est *Concejo*) comprenait 24 *regidores* dont 16 *caballeros* et 8 bourgeois. Le nombre des *regidores* atteignit 55 au milieu du xvii^e siècle avec le maintien de la proportion 2/3 1/3. Mais plusieurs grands seigneurs étaient titulaires, à titre héréditaire, de divers offices : *Alcalde mayor* (Juge civil et criminel), *Alcalde* des bergers de la Mesta, *Alguazil Mayor* (chef de la police) et avaient droit de vote. L'assemblée bourgeoise qui complétait l'*Ayuntamiento* (*Cabildo de los jurados*) avait un rôle de contrôle important mais était privée du droit de vote³. À Valladolid, le *corregidor* nommé par le roi présidait le *Regimiento*, formé en 1581 de 30 *regidores*, tous *caballeros*, en 1604 de 33, en 1661 de 41, en 1699 de 42. Plusieurs des offices créés au xvii^e siècle l'ont été à titre vénal malgré l'opposition des titulaires et ont permis l'entrée d' « hommes nouveaux » qui pouvaient ne pas être nobles. En Andalousie, où les *regidores* sont appelés *veinticuatro*s (parce qu'à l'origine ils étaient au nombre de 24), la noblesse moyenne monopolise les offices et à Séville le *corregidor* (appelé ici *Asistente*) est en général un titré.

Il faudrait ajouter que la plupart des membres du Haut Clergé (évêques, abbés des grands monastères, chanoines des chapitres les plus en vue), dont quelques-uns étaient des bâtards de rois (fils illégitime de Philippe IV) ou de grands seigneurs, procédaient eux-mêmes de la noblesse titrée ou des *caballeros* et pouvaient exercer de hautes charges dans l'Église ou l'État, devenir présidents des Conseils de gouvernement, même les plus importants (*Conseil de Castille*) ou présidents des Audiencias ou Chancelleries. Tel Antonio de Zapata Mendoza y Cisneros, né en 1550, fils aîné du comte de Barajas, chanoine de Cuenca et de Tolède, puis inquisiteur, évêque de Cadix de 1587 à 1596, puis de Pampelune, archevêque de Burgos de 1600 à 1603, cardinal (1603), ambassadeur à Rome, vice-roi de Naples (1620-22), Inquisiteur Général de 1627 à 1632. Un certain nombre de couvents, notamment de couvents de femmes, n'admettaient que des nobles (couvents de las *Huelgas* par exemple). Il y eut cependant quelques évêques d'humble origine, ainsi Juan Bautista Perez, évêque de Segorbe, fils d'un tailleur, ou Francisco Aguado, évêque d'Astorga, fils d'un berger.

Si la répartition géographique du clergé était relativement équilibrée, d'autant plus que le règne de Philippe II avait permis de compléter et d'améliorer le réseau des diocèses du royaume d'Aragon avec la création des évêchés de Barbastro, Jaca, Teruel, Albarracin, Solsona, et de combler une carence surprenante (évêché

3 Voir Julian Montemayor, *Tolède entre fortune et déclin, 1530-1640*, Limoges, PUL, 1996.

de Valladolid), il n'en allait pas de même de la noblesse et tout particulièrement des *hidalgos*. D'une façon générale, la proportion des nobles diminue du nord au sud mais avec d'étonnantes disparités. Négligeons le cas des provinces basques (Biscaye, Guipuzcoa, Alava) dont les habitants se proclament tous nobles (noblesse universelle) mais cette prétention insolite servira d'argument au refus de payer le nouvel impôt sur le sel, refus générateur de graves émeutes.

Nous sommes obligés d'utiliser comme référence pour le royaume de Castille le recensement de 1591, le seul sérieux avant la 2^e moitié du XVIII^e siècle. Au nord, la proportion des *hidalgos* est impressionnante. La *merindad* de Trasmiera (région de Santander) recense 21 295 feux d'*hidalgos* et 3 048 de roturiers (222 sur 266 à San Vicente de la Barquera, 282 sur 330 à Laredo, tous à Castro Urdiales). Toutes les villes de la Meseta nord ont une proportion forte d'*hidalgos* : 1 722 « feux » nobles à Burgos et 574 roturiers ; 1 000 à Ségovie (20 %) ; 2 500 à Valladolid (plus du tiers) mais seulement 203 feux nobles à Avila et 199 à Toro (moins de 10 %). Que dire de Palencia où on ne compte que 10 *hidalgos* !

82

En Andalousie, certaines villes ont un pourcentage notable d'*hidalgos* : Jerez de la Frontera (750 sur 6 816 feux ; Baeza, 450 sur 5 172) ont des « scores » proches de la moyenne nationale mais ces pourcentages sont faibles à Ubeda (180 sur 4 672), Andujar (145 sur 2 900) et la présence noble est presque nulle à Lucena (4 sur 3 038 feux), Quesada (5 sur 1 340), Montilla (5 sur 2 106, totalement nulle à Moron de la Frontera (2 106 feux). D'autre part, la diminution du nord au sud ne va pas sans exceptions : grand nombre de nobles aux Asturies mais fort peu en Galice qui, par contre, comptait bon nombre de titrés (comtes de Monterrey, Lemos, Ribadavia, Altamira).

Quant au royaume d'Aragon, s'il comptait de très grands seigneurs dans les « royaumes » d'Aragon (au sens étroit) et de Valence, il recensait très peu d'*hidalgos*. L'ascension des *ciudadans honrats* a eu un rôle de compensation.

Les revenus nominaux de la noblesse et du clergé étaient impressionnants. Les cent titrés de 1600 totalisaient un revenu de 370 000 ducats, soit une moyenne de 37 000 mais certains magnats, à la tête de véritables états seigneuriaux, dépassaient les 100 000 et même les 150 000 ducats annuels : tels les ducs de Medina Sidonia, (Perez de Guzman) véritable vice-roi d'Andalousie ou le duc d'Osuna. Les ducs d'Albe (Fernandez de Toledo), de Frias (Velasco) ; de Medinaceli (La Cerda), le comte de Benavente (Pimentel) étaient aussi immensément riches. À eux seuls les huit magnats valenciens (ducs de Segorbe, Gandia, Maqueda, Infantado, Lerma, Mendas, marquis de Guadalest, comte de Cocentaina) percevaient en 1609 20 % du revenu agricole valencien. Pour fixer les idées on notera qu'un *caballero* pourvu d'un revenu annuel de 2 000 ducats était à juste titre considéré comme bien pourvu.

Il est exact que ces grandes familles nobles avaient dépensé une part notable de leur revenu et même de leur capital au service du roi tout au long du XVI^e siècle et qu'elles redistribuaient une part de ce revenu en salaires, pensions, etc. Néanmoins, elles pouvaient soutenir un train fastueux. Certaines d'entre elles étaient possessionnées dans plusieurs régions d'Espagne : Ducs d'Osuna, d'Infantado par exemple.

Le haut clergé n'était pas en reste. 1 254 500 ducats en 1597 pour les 48 archevêchés et évêchés. Certes, l'archevêque de Tolède, qui percevait 250 000 ducats par an est une exception et il doit assumer de lourdes charges. Il n'en est pas moins un prince de ce monde. L'archevêque de Séville avec 100 000 ducats de rente, ceux de Saint-Jacques-de-Compostelle et de Valence, les évêchés de Cuenca, Cordoue, Plasencia, Sigüenza, qui recevaient plus de 40 000 ducats, étaient encore fort riches. Certains évêchés de Galice ou d'Aragon devaient se contenter de 5 000 ducats. Les chanoines de Tolède et de Séville, qui percevaient une « ration » de 2 000 ducats par an (revenu net car exempt de charges) étaient encore d'opulents personnages ; plus modestes étaient les chanoines d'Almeria ou d'Astorga avec quelque 350 ducats.

Mais la noblesse, surtout la haute noblesse, était fortement endettée au début du XVII^e siècle. Le service royal avait été, à l'époque de Philippe II, l'un des facteurs de cet endettement, notamment en 1590 lorsque le roi sollicita des grands seigneurs un *donativo* pour secourir l'État et qu'ils voulurent se montrer généreux. Cependant, l'endettement venait surtout du train de vie des aristocrates : entretien de plusieurs palais, domesticité surabondante, collections d'œuvres d'art, dots colossales offertes à leurs filles...

Cette dette était surtout fondée sur des *censos* (rentes constituées) qui généraient un prélèvement considérable sur les revenus nobiliaires, au bénéfice des créanciers : *letrados*, marchands, monastères. Les rentes perpétuelles, contrats les plus habituels, supposaient un intérêt de 7,14 % mais les rentes viagères, fondées dans les années 1570 et 1580 étaient beaucoup plus onéreuses : 12,5 %, voire 16,66 % ! Pour soulager son aristocratie, Philippe II dans les années 1580 avait autorisé, voire imposé, les réductions de rentes au denier 20 (soit 5 %).

LE XVII^e SIÈCLE : NOUVEAUX RÔLES DES ÉLITES

Le XVII^e siècle marque un changement très important des rôles des élites, notamment dans le cas de l'aristocratie tandis que le déclin de la plupart des villes diminue l'importance de la noblesse moyenne et de la bourgeoisie. Ce changement procède d'abord de l'attitude de la monarchie mais il a, bien entendu, des motivations plus profondes.

En apparence, au début du règne de Philippe III, la continuité prévaut. Le rétablissement de la paix avec la France (1598), puis avec l'Angleterre (1604), le très haut niveau des arrivées d'argent d'Amérique et du *quinto* royal octroient une certaine aisance aux finances royales. La première décennie du siècle est marquée par une reprise économique forte. Philippe III et son favori (*valido*), le duc de Lerme, en profitent pour distribuer d'importantes *mercedes* (grâces) à plusieurs aristocrates parmi les plus endettés : le duc d'Albe, le duc de Frias, le comte de Lemos, notamment, sous diverses formes, ainsi qu'aux dames d'honneur de la Reine, qui font partie des grandes familles. L'aristocratie semble bien continuer sa tradition de service : le lignage des Mendoza continue à exercer les plus hautes magistratures américaines, comme celui des Velasco : Juan de Mendoza y Luna, marquis de Montesclaros, d'abord vice-roi de Nouvelle Espagne (1603-1607), devient ensuite vice-roi du Pérou (1607-1615) ; le deuxième Luis de Velasco, marquis de Salinas, qui avait été vice-roi à Mexico de 1590 à 1595 puis à Lima (1596-1604), remplit un deuxième mandat à Mexico (1607-1611). Le marquis de Guadalcazar, Diego Fernandez de Cordoba, est lui aussi successivement vice-roi de Nouvelle Espagne (1612-1621), puis du Pérou (1622-1629).

De même les Alvarez de Tolède, ducs d'Albe, continuent à servir à la tête des armées ou des flottes du roi. Fadrique Alvarez de Tolède Osorio (1580-1634) mène une grande carrière de marin, remporte d'importants succès sur les Hollandais en mer du Nord (1621), puis au Brésil où il reprend Salvador de Bahia (1625, voir le tableau de J-B. Maino au Prado).

Ces constantes ne peuvent masquer une mutation fondamentale. En abandonnant la réalité du pouvoir à un *valido*, Philippe III, puis Philippe IV transforment, qu'ils l'aient voulu ou non, le jeu et le sens des institutions. Certes, les *validos* successifs, le duc de Lerma de 1598 à 1618, puis le comte-duc d'Olivarès, de 1621 à 1642, enfin Luis de Haro plus brièvement, n'étaient nullement les fondés de pouvoir de l'aristocratie. Ils jouaient leur carte personnelle et, au passage, celle de leur lignage en pratiquant, surtout Lerma, un népotisme flagrant. Mais, pour exercer réellement le pouvoir, ils réduisirent considérablement les rôles des Conseils de gouvernement, essentiels sous Philippe II. Chaque fois qu'ils désiraient mener à bien une affaire importante ou résoudre un problème ils nommaient une *Junta* ad hoc (une commission si l'on veut) qu'ils peuplaient de personnes (et notamment de nobles titrés) à leur dévotion. Du même coup, les *letrados* qui dominaient les conseils (et qui la plupart du temps venaient de la noblesse moyenne, voire de la bourgeoisie) sont écartés au profit des nobles titrés qui, en même temps colonisèrent totalement le Conseil d'État. Comme l'observait Francisco Tomas y Valiente, « la noblesse ne se contente plus de demeurer au côté de l'Église la classe dominante ; elle est parvenue à se convertir en une fraction prééminente de la classe dirigeante ». S'il

y avait lutte entre les grands lignages pour la conquête du *valimiento* (Sandoval contre Guzman et Zuñiga), les favoris n'en répartissaient pas moins de hautes charges politiques entre les grands nobles.

Or les compétences de ceux-ci, en matière juridique ou financière, étaient la plupart du temps inférieures. De plus, les familles tenues à l'écart éprouvent une vive rancœur à l'égard des *validos*, de sorte que Lerma et Olivarès ont rencontré une forte opposition au sein de la haute noblesse elle-même et les luttes de clans à l'intérieur de l'aristocratie se sont développées. Elles se sont exacerbées sous le règne de Charles II parce que les *validos* comme Nithard ou Valenzuela n'appartenaient pas à la haute noblesse.

Cela ne veut pas dire que l'aristocratie était incapable d'un grand projet politique. Au contraire, l'échec final d'Olivarès, à qui John Elliott a consacré un grand livre fut peut-être dû à ce que son projet était trop ambitieux. Car Olivarès a voulu faire de son roi (Philippe IV) non plus seulement un roi de Castille mais un roi d'Espagne, comme le montre le fameux *Memorial* de 1624. En concevant *l'Union des Armes*, Olivarès entendait fédérer toutes les forces des diverses composantes de la monarchie et réduire les disparités entre les états, celles des institutions et surtout celles des contributions financières au Trésor royal dont le royaume de Castille était le principal pourvoyeur. S'il a finalement échoué c'est peut-être parce qu'il avait surestimé la richesse et les forces de la Catalogne, ainsi que la puissance des particularismes ; c'est aussi parce que, après 1630, les arrivées de l'argent des Indes fléchissent nettement alors même que les dépenses de la Guerre de Trente Ans enflent dangereusement. Mais l'ampleur du projet d'Olivarès, les concours qu'il a obtenus, l'éclat qu'il a donné à la monarchie au moment de la construction du *Buen Retiro*, interdisent de considérer l'ensemble de la haute noblesse au XVII^e siècle comme une simple classe parasitaire⁴. Sous Charles II, le duc de Medinaceli et le comte d'Oropesa qui avaient compris l'urgence de la réforme monétaire, surent la mener à bien entre 1680 et 1690, le deuxième bien assisté par le marquis de Los Velez.

La promotion politique des aristocrates s'accompagna d'une inflation de titres nobiliaires, chaque favori récompensant les familles qui soutenaient son lignage. Philippe II créa ainsi 45 nouveaux titres, Philippe IV 93 et Charles II 299, encore que les chiffres varient suivant les auteurs parce que certains titres se substituent à d'autres. Il faut d'ailleurs préciser que quelques grands personnages cumulent plusieurs titres rassemblés par leurs lignages. Les Hurtado de Mendoza sont ducs de l'Infantado et de Pastraña et marquis de Santillana, Cañete, Mondejar et Montesclaros ; les Giron sont ducs d'Osuna, marquis de Peñafiel, comtes

4 Il faut évidemment consulter John H. Elliot, *Olivarès. L'Espagne de Philippe IV*, trad. française, Coll. Bouquins, Robert Laffont, 1992.

d'Ureña ; en 1670, les La Cerda ont regroupé les duchés de Medinaceli, Alcalá, Segorbe, Cadorna et Lerma !

Ce cumul renforçait grâce aux juridictions l'influence sociale des aristocrates les plus huppés. Gregorio de Silva y Mendoza, qui, à sa mort en 1693 était neuvième duc de l'Infantado, cinquième duc de Pastraña et marquis de Cañete, avait juridiction sur 800 villes et villages, dont la ville de Guadalajara et il nommait à 500 offices publics. Les nobles dans leur ensemble profitèrent d'ailleurs de leur influence et des difficultés financières de la monarchie pour obtenir à leur profit, notamment pendant le règne de Charles II, des aliénations de terres et de juridictions royales, et même des aliénations de *corregimientos* de sorte que le *realengo* diminue au cours du XVII^e siècle. Les domaines nobiliaires, y compris ceux de la moyenne noblesse, s'agrandirent grâce à l'achat de terres en friche (*tierras baldías*) vendues par la monarchie, essentiellement dans les deux Castille, régions les plus affectées par la chute de la démographie (qui concerne peu ou pas du tout les Espagne périphériques).

86

En dépit de cette puissance politique, les aristocrates ne succombèrent à la tentation de la conjuration qu'en deux occasions et dans des conjonctures de grave crise politique : en 1642, lorsque le duc de Medinasidonia tenta, avec le concours du marquis d'Ayamonte, d'ériger à son profit l'Andalousie en royaume indépendant ; et en 1648 lorsque le duc de Hijar, soutenu par la France, tenta une sécession de l'Aragon dont il serait devenu le souverain.

Ce renforcement du rôle politique de l'aristocratie n'empêcha nullement l'aggravation de son endettement. Au cours du premier tiers du siècle, à l'occasion des guerres, le service du roi a été un facteur essentiel du phénomène. Plusieurs des titres nobiliaires ont été accordés contre la levée par le seigneur d'un certain nombre de soldats, procédé coûteux. Mais les plus grands seigneurs ont été sollicités comme le constatait le duc de Frias en 1635 : il avait fait 32 000 ducats de dons gracieux en dix ans, levé et dirigé cinq compagnies d'infanterie en dépeuplant ses États. Dans les années 1630, les ducs de Medinasidonia, Bejar, Arcos, Cardona avaient dû fournir aux armées royales des contingents importants (3 000 hommes pour chacun des deux premiers en 1632). Naturellement, les autres facteurs de l'endettement persistaient : train de vie somptuaire, domesticité trop nombreuse, dots excessives. Il faudrait ajouter le mécénat et, après 1620, le goût croissant des collections d'art, parfois extraordinaires comme les collections de peintures réunies par le comte de Monterrey et le marquis de Leganes.

Les aristocrates valenciens durent faire face à un motif supplémentaire d'appauvrissement et d'endettement. De 1609 à 1614, l'expulsion des morisques les priva de la plus grande partie de leur main-d'œuvre et le produit de l'agriculture déclina nettement. Pour pallier le départ des morisques les grands

seigneurs valenciens recrutèrent des paysans aragonais, majorquins, français et surtout de vieux chrétiens valenciens mais la négociation des contrats, annexés aux *cartas pueblas* (chartes de peuplement) fut dure. Ainsi, le duc de Segorbe demandait aux paysans qu'il souhaitait installer dans le val d'Uxo le quart de la récolte tandis que les paysans offraient le douzième ! L'accord se fit au 1/6.

Pour tenter de sauver leurs revenus, beaucoup de seigneurs valenciens cherchèrent à percevoir leurs rentes, notamment les droits féodaux, avec plus de rigueur, ce qui explique une forte conflictivité sociale et, pour finir, le déclenchement d'une grave révolte en 1693, la seconde *germania*, véritable jacquerie, écrasée grâce à l'armée royale⁵. Des comportements comparables, quoique les causes fussent différentes, avaient aussi provoqué des révoltes antinobiliaires en Catalogne (*Barretines* de 1688-1689).

Les hidalgos dont la présence demeura importante dans l'armée et dont un nombre notable étaient laboureurs, qui participaient souvent au gouvernement des communes rurales (cf. Francis Brumont et David Vassberg) n'ont pas été les principales victimes de la décadence espagnole du XVII^e siècle. Par contre, on l'a déjà indiqué, le déclin du rôle des *letrados*, qui entraîna celui des universités dont les diplômes avaient perdu de leur valeur, et celui des villes, (celles de la Meseta surtout et certaines villes andalouses dont Séville) ont pesé sur le destin de la moyenne noblesse des caballeros, ainsi à Tolède, Cuenca, Valladolid, Avila, Burgos, Medina del Campo, Andujar, Baeza, Ubeda. La perte d'influence est certaine. Mais le mouvement n'est pas général : Cordoue, Malaga, Cadix ne sont pas concernées.

La conjoncture politique a pu aggraver la situation. Par exemple à Barcelone, à l'époque de la révolte des Catalans contre la monarchie : en 1639 c'est l'oligarchie qui s'oppose au roi lorsque la Pragmatique du vice-roi Santa Coloma prétend ouvrir les catégories nobiliaires des *militars* et des *ciudadans honrats* à ceux qui se porteraient au secours de la citadelle de Salses attaquée par les Français. Mais en 1640, quand la rébellion s'étendit, le populaire s'en prit violemment à l'oligarchie soupçonnée de trahison et de connivence avec Olivarès et le roi.

En Castille, la diminution de la fréquence des réunions des Cortès fut aussi un signe de l'affaiblissement des villes, sous tutelle de la monarchie, surtout lors du gouvernement d'Olivarès qui, en 1639, alla jusqu'à se faire accorder un office de *regidor* dans chacune des 17 villes qui avaient droit de vote aux Cortès.

Quels sont les aspects les plus marquants de l'évolution du clergé au XVII^e siècle ? L'influence politique demeure et nombre de prélats exercent des charges importantes. Le cas emblématique est celui de Luis Manuel Fernandez

5 Voir James Casey, *The Kingdom of Valencia in the Seventeenth Century*, Cambridge University Press, Cambridge, 1979.

Portocarrero (1635-1709), promu cardinal à 34 ans, qui fut archevêque de Tolède à 42 ans, membre du Conseil d'État, dont le rôle dans l'affaire de la Succession d'Espagne fut capital, puisque, à la tête du « parti français » il obtint de Charles II et du Conseil la désignation du petit-fils de Louis XIV comme héritier de la Couronne.

L'appauvrissement de certaines régions a permis au clergé et notamment aux évêques qui conservent des revenus élevés et parfois les accroissent, ainsi qu'à certains couvents, de jouer un rôle important dans l'assistance : la distribution de rations de pain et la soupe des couvents permettent la survivance des nombreux pauvres urbains. Et l'Hôpital de la Charité de Séville, où Murillo et Valdès Leal ont expliqué en images le sens de l'assistance et celui des *Fins Dernières* est un magnifique exemple de ce rôle. Cependant, l'impression prévaut d'une perte de sens du catholicisme espagnol au cours du XVII^e siècle : la religion devient de plus en plus une religion de gestes et de sensations, fondée sur la répétition des formules et des rites et souvent dans une communion festive, selon l'esthétique baroque, servie par les créations du Siècle d'Or.

88

Car, au XVII^e siècle, l'une des contributions les plus notables de l'Église espagnole a été sa commande d'œuvres d'art. Les grandes séries de Zurbaran, par exemple, ainsi celles du monastère de Guadalupe, ou de Murillo, les Vanités de Valdès Leal et de Pereda, une bonne part de l'œuvre du Greco, la quasi-totalité des œuvres des sculpteurs (Miguel Martínez Montañés, Gregorio Fernandez) : retables, groupes sculptés pour les processions de la Passion (pasos), les custodes monumentales des cathédrales, sont dues à des commandes qui procèdent de l'Église⁶.

Mais les saints espagnols du XVII^e siècle ne sont plus des apôtres prêts à risquer leur vie, décidés à changer les hommes et le monde, tels que le furent François Xavier, Pierre d'Alcantara ou Ignace de Loyola, ce ne sont pas davantage des mystiques à la manière de Thérèse d'Avila ou de Jean de la Croix, ce sont des cas limites d'hommes terrifiés par les femmes et qui se livrent à des comportements parfaitement dignes du Baroque, tel le catalan José Oriol (1650-1702) ou l'aragonais Saint José Calasanz (1556-1648).

Telles sont quelques-unes des considérations que nous suggère l'observation des élites espagnoles au XVII^e siècle. Mais il s'agit bien entendu d'un examen trop rapide.

6 On peut voir à ce propos Bartolomé Bennassar, « Las condiciones de la producción artística en la España del Siglo de Oro », in *La Monarquía Española de los Austrias. Conceptos, Poderes y Expresiones Sociales*, éd. Universidad de Salamanca, Salamance, 2006, p. 175-192.

TABLE DES MATIÈRES

Jean-Marie Constant	
Préface	7
Francis Brumont	
Les élites paysannes	9
Stéphane Jettot	
Les logiques d'intégration au sein des élites sociales anglaises au XVII ^e siècle.....	33
Laurent Coste	
Les oligarchies municipales en France au XVII ^e siècle.....	55
Bartolomé Bennassar	
Les élites en Espagne au XVII ^e siècle (noblesse, clergé et villes)	77
Araceli Guillaume-Alonso	
L'Espagne de Philippe IV : Siècle d'Or des lettres et des arts dans une société en crise.....	89
Charles Mazouer	
Théâtre et société au XVII ^e siècle en France	107
Jean-Pierre Gutton	
L'assistance en France, en Angleterre et en Espagne au XVII ^e siècle.	121

